



## DIVISION OF TAX LIMITED POWER OF ATTORNEY

Nom de l'entité juridique : \_\_\_\_\_ Nom commercial : \_\_\_\_\_

Numéro d'identification fédéral : \_\_\_\_\_ Numéro SUI : \_\_\_\_\_

Moi, \_\_\_\_\_ suis

Nom et adresse postale personnelle du propriétaire, de l'agent ou du représentant dûment autorisé - Ne pas indiquer de boîte postale

le propriétaire      un dirigeant ou      un représentant dûment autorisé de

Nom et site de l'entreprise

et je désigne \_\_\_\_\_

Nom et adresse du TPA désigné

en tant qu'agent (fondé de pouvoir) pour agir pour moi au nom de l'entreprise susmentionnée de toute manière légale concernant les sujets paraphés suivants auprès du Bureau des congés familiaux rémunérés (PFL) du Département des services de l'emploi (Department of Employment Services, DOES) du District of Columbia.

PLACEZ VOS INITIALES EN FACE DES FONCTIONS AUTORISÉES PAR LA PROCURATION :

(1) Questions fiscales.

- \_\_\_\_\_ (a) Toutes les questions relatives aux inscriptions, aux mises à jour de compte et demandes d'inactivation de l'employeur.
- \_\_\_\_\_ (b) Toutes les questions relatives au dépôt des rapports requis et au paiement des contributions fiscales au Bureau des Congés familiaux rémunérés du District of Columbia.
- \_\_\_\_\_ (c) Toutes les questions relatives aux appels administratifs concernant les décisions fiscales du Bureau des congés familiaux rémunérés.
- \_\_\_\_\_ (d) Toutes les questions relatives aux audits des comptes de l'employeur par la division fiscale du Bureau des congés familiaux rémunérés.

Conservation/Révocation de la procuration préalable :

Le dépôt de la présente procuration pour l'impôt sur les congés familiaux rémunérés révoque automatiquement toutes les procurations existantes avec tous les représentants autorisés aux mêmes fins désignées. Les procurations précédemment déposées à d'autres fins, par exemple pour un sujet différent, auprès de la division fiscale du Bureau des congés familiaux rémunérés, ou une procuration auprès du Bureau des indemnités chômage, restent en vigueur à moins que vous ne révoquiez la procuration par écrit.

LA PRÉSENTE PROCURATION PREND EFFET À COMPTER DU \_\_\_\_\_ ET EXPIRERA LE \_\_\_\_\_.

JJ/MM/AAAA

JJ/MM/AAAA

J'accepte que tout tiers qui reçoit une copie du présent document puisse agir en vertu de celui-ci. J'accepte d'indemniser le tiers pour toute réclamation survenant à son encontre au motif de la confiance accordée à la présente procuration. De plus, je conviens que la procuration ne me dégage pas de mes responsabilités décrites dans le Code DC § 32-541.01 *et suivants*.

Signé le \_\_\_\_\_ du mois de \_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_

Jour

Mois

Année

Signature (Employeur)

**Déclaration du représentant :** *Le ou les Représentants doivent remplir cette section et signer ci-dessous.*

Sous peine de parjure, je déclare :

- ne pas faire actuellement l'objet d'une suspension ou d'une exclusion de pratique auprès de l'Internal Revenue Service (IRS) ;
- avoir connaissance des réglementations contenues dans la circulaire n° 230 du Département du Trésor, telle que modifiée, concernant la pratique des avocats, des comptables publics certifiés, des agents inscrits, des actuaire inscrits, et autres entités, ainsi que des pénalités pour les déclarations fausses ou frauduleuses stipulées dans le Code DC § 47-4106 ;
- être autorisé à représenter dans le District of Columbia le ou les contribuables identifiés pour la/les question(s) fiscale(s) spécifiée(s) aux présentes ; et être l'une des personnes suivantes :
  - (a) un membre en règle du barreau du plus haut tribunal de la juridiction indiquée ci-dessous ;
  - (b) un expert-comptable agréé dûment qualifié pour exercer dans la juridiction indiquée ci-dessous ;
  - (c) un agent inscrit conformément aux exigences de la Circulaire n° 230 du Département du Trésor ;
  - (d) un dirigeant de bonne foi de l'organisation du contribuable ;
  - (e) un employé à plein temps du contribuable, de la fiducie, de la mise sous séquestre, du tuteur ou du patrimoine ;
  - (f) un membre de la famille proche du contribuable (c.-à-d. conjoint, parent, enfant, frère ou sœur) ;
  - (g) un actuaire inscrit par le Conseil conjoint pour l'inscription des actuaires (l'autorité de pratiquer auprès de l'IRS est limitée par la circulaire n° 230 du Département du Trésor) ;
  - (h) un spécialiste en déclaration non inscrit conformément aux exigences de la circulaire n° 230 du Département du Trésor ;
  - (i) un associé commandité d'un partenariat ;
  - (j) autre. Veuillez préciser.

Désignation - Insérer la lettre ci-dessus (a à j)	Juridiction (état)	Signature	Date